



SYNTHESE DU DIAGNOSTIC PLAN CLIMAT-AIR-ENERGIE TERRITORIAL

Version du 30/03/2018

Préambule

Roi Morvan Communauté a l'obligation de réaliser un Plan Climat Air Energie Territorial, dans l'objectif de réduire ses émissions de gaz à effet de serre et préserver la qualité de l'air. Depuis 2012, la communauté de communes s'est inscrite dans cette démarche au travers de son Plan Climat Energie.

Mais comment agir localement ? Le diagnostic air énergie climat doit aider les acteurs du territoire à comprendre les enjeux et définir les actions à engager.

Au-delà de ces 2 objectifs principaux, le PCAET doit avoir de multiples effets : réduire la facture énergétique, contribuer à la création de nouvelles filières et au développement économique local, valoriser l'image du territoire, lutter contre la précarité énergétique, améliorer la qualité de vie et la santé des habitants, alimenter le projet de territoire...

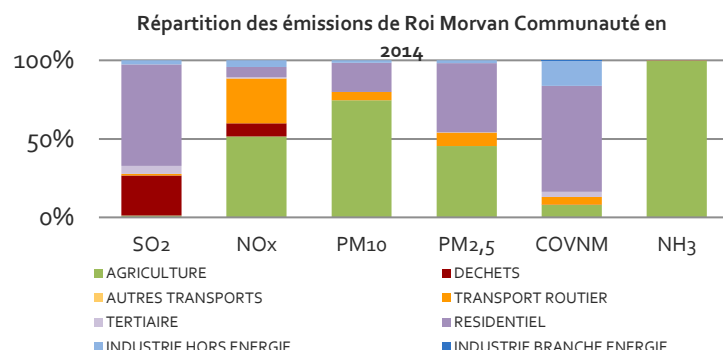
Bilan global climat air énergie du territoire

Données issues principalement de l'outil Ener'GES (données 2010)

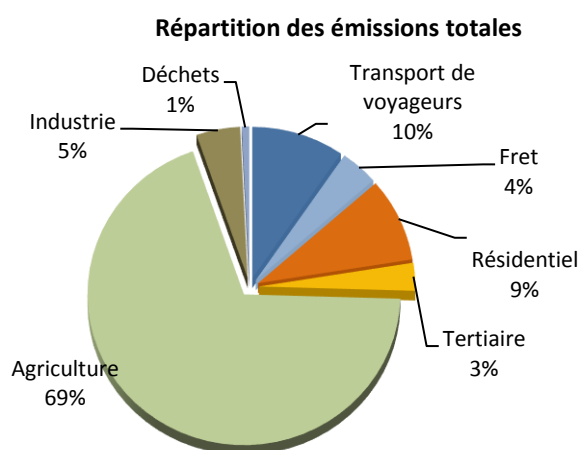
Emissions de polluants atmosphériques

Données extraites du diagnostic Air Breizh

Les émissions de PES sur le territoire de l'EPCI s'élèvent en 2014 à 488 tonnes pour les oxydes d'azote (NOx), 324 tonnes pour les particules en suspension (PM10), 133 tonnes pour les particules en suspension (PM2,5), 245 tonnes pour les composés organiques volatils non méthaniques (COVNM), 2182 tonnes pour l'ammoniac (NH3) et 22 tonnes pour le dioxyde de soufre (SO2). La part d'émissions de chaque secteur d'activité sur le territoire varie en fonction du polluant considéré.



Gaz à effet de serre



Le territoire émet 355 kteqCO₂/an et en absorbe 95 kteqCO₂ grâce à ces zones naturelles, soit un bilan de +260 kteqCO₂. Ces émissions représentent 1,4% des émissions régionales.

Dans les émissions générées par le territoire, on distingue :

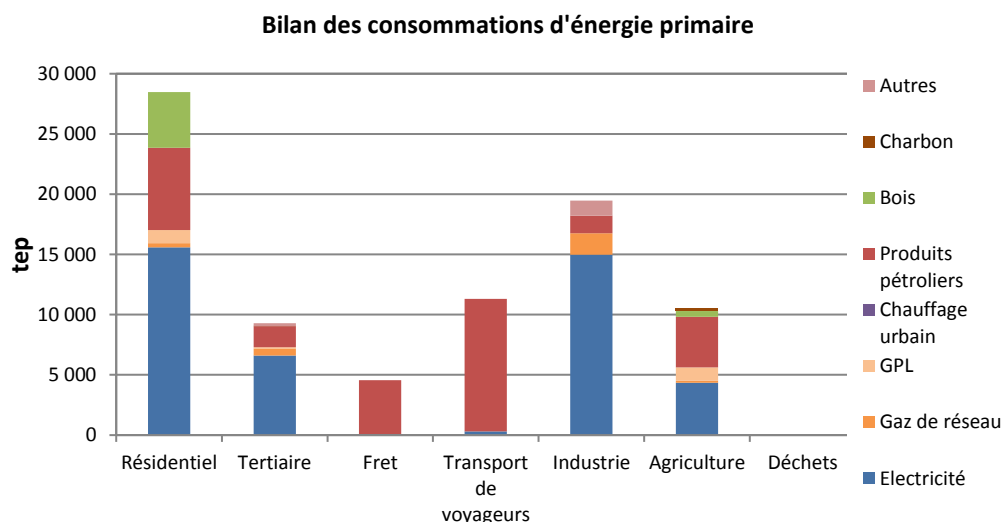
- Les émissions énergétiques, liées aux consommations d'énergie de chauffage, d'éclairage, de transport...des différents secteurs étudiés (bâtiments, agriculture, déplacements, industrie) ;
- Les émissions non-énergétiques, liées pour l'agriculture à la fermentation entérique et à l'utilisation d'engrais, pour l'industrie à l'évaporation des fluides frigorigènes et pour le traitement des déchets à l'incinération et à la décomposition.

Energie

Les énergies consommées sont l'électricité (50%, 28% sur l'énergie finale), produits pétroliers (36%), Bois (6%), le gaz citerne ou bouteille (3%), le gaz de ville (3%).

La consommation totale du territoire s'élève à 676 GWh/an en énergie finale et 976 GWh/an en énergie primaire.

La dépense énergétique globale s'élève à environ 79 millions d'Euros/an soit une dépense annuelle de 3000 € par habitant au coût de l'énergie actuel. 97% de cette dépense « en sort du territoire ».



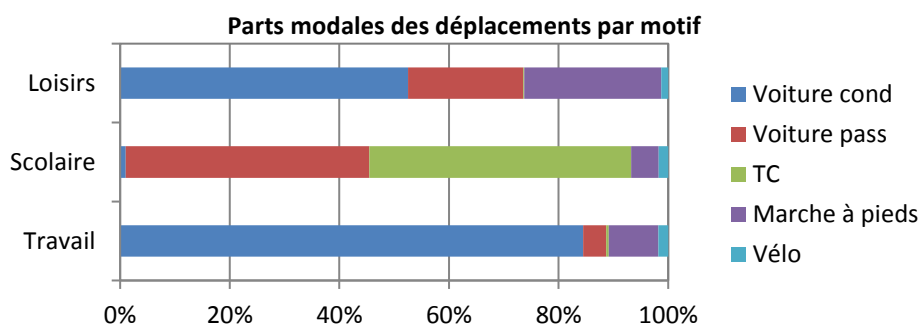
Analyse du diagnostic

Tous concernés !

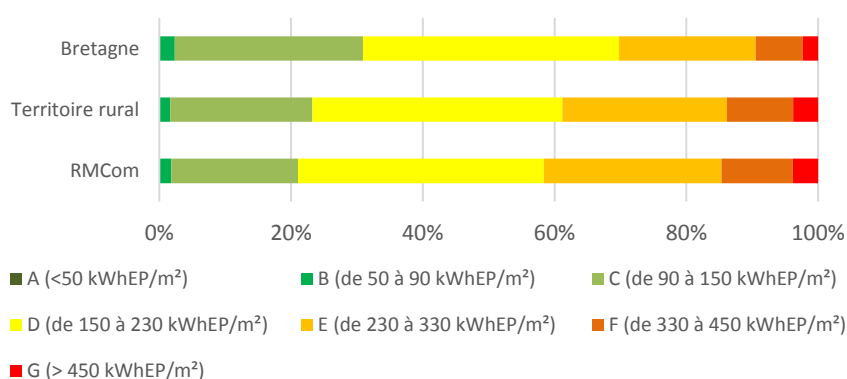
Nos consommations domestiques cumulées à nos déplacements représentent **48% des consommations d'énergie du territoire**. Ainsi, nos actions du quotidien impactent majoritairement le bilan énergétique du territoire ainsi que ses émissions atmosphériques (COVNM, SO₂, NO_x, particules fines), notamment par le chauffage de nos logements et nos déplacements. Nos achats (nourriture, équipements et matériaux divers) ainsi que nos comportements au travail renforcent cette responsabilité individuelle.

Transport

Les émissions liées au transport sont générées à 57% par la mobilité quotidienne. Les déplacements domicile-travail sont les moins performants car réalisés à plus de 80% en voiture avec un seul passager.



Répartition des Diagnostic de Performance Energétique

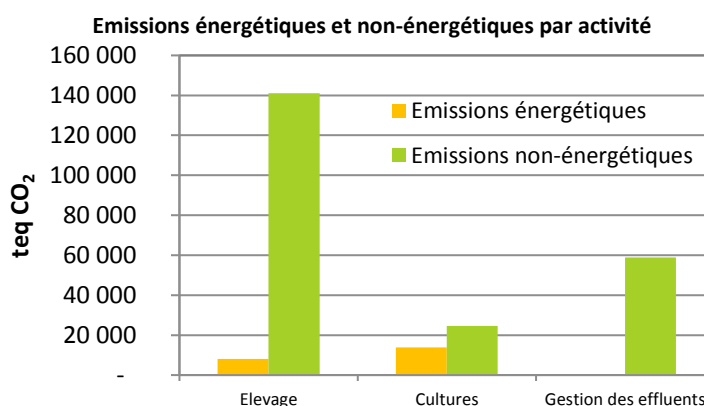


Bâtiment

Les logements ainsi que les bâtiments tertiaires (bâtiments publics, bureaux d'entreprises, commerces, hôtels et restaurants) sont responsables de 45% des consommations du territoire. La moyenne de consommation est de 268 kWhEP/m².an, ce qui laisse entrevoir un gisement colossal d'économie d'énergie quand on rapporte ce ratio aux standards actuels de rénovation et de construction.

Agriculture

Les émissions non-énergétiques du secteur représentent une émission de 9 T de CO₂/habitant soit 63% des émissions du territoire. Cette part significative illustre l'activité principale du territoire mais découle également de la méthode d'affectation des émissions du territoire entièrement au lieu de production. Ce sont les émissions énergétiques liées à l'élevage et à la gestion de ses effluents qui sont majoritaires. L'élevage et l'épandage d'engrais génèrent également les émissions d'ammoniac.



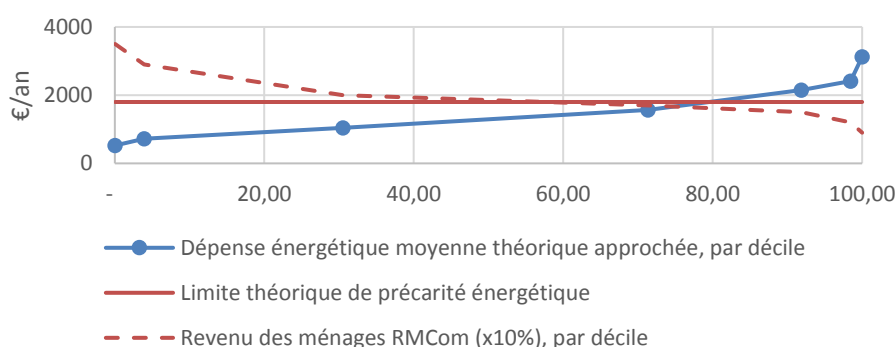
Vulnérabilité pour le territoire

Quel impact du changement climatique ?

Le changement climatique est déjà en cours et le territoire est et sera confronté à divers bouleversements :

- Sur la faune et la flore, dans un secteur où la biodiversité est particulièrement préservée et constitue une véritable richesse locale ;
- Sur l'agriculture et la gestion des cultures ;
- Sur la santé, notamment sur le risque d'augmentation des épisodes de canicules ;
- Sur la ressource en eau.

Dépense énergétique approchée des ménages et revenus



Précarité énergétique

42% des logements sont classés comme énergivores (classe E, F et G).

On peut supposer qu'environ 20% des ménages sont exposés à la précarité énergétique. La courbe de revenus par décile est positionnée à titre indicative, partant de l'hypothèse que les ménages les plus riches habiteraient les logements les moins énergivores.

Opportunités et leviers

Des gisements à notre portée

Nous pouvons atténuer nos émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques avec de multiples effets induits pour le territoire en imaginant différentes actions : réduire les consommations et émissions de nos bâtiments ; modifier nos modes de déplacements ; préserver nos ressources naturelles ; acheter et consommer local ; modifier les modes de fertilisation des sols, valoriser les effluents d'élevage, adopter des comportements économes...

Productions énergétiques locales

Le territoire produit 64 GWh/an d'énergie renouvelable, soit 9,4 % de l'énergie finale consommée (données 2015). Le potentiel total de valorisation des ressources énergétiques locales est estimé à 70% des consommations actuelles du territoire.

Potentiel théorique de développement des énergies renouvelables

